ÉDUCATION NATIONALE

TRAVAIL SOCIAL

Mêmes galères, même combat

Depuis septembre 2026, les lycéens et lycéennes mobilisé.e.s luttent pour plus de moyens, pour des conditions d'études dignes et contre la répression. La situation actuelle dans les lycées et les universités est le résultat d'années de politiques austéritaires menées par les gouvernements successifs. Dans nos secteurs professionnels du social, du médico-social et de l'Éducation Nationale, cette même austérité budgétaire entraîne une dégradation de nos conditions de travail ainsi que de l'accompagnement des enfants, adolescent.es et familles que nous recevons au quotidien.Les droits des enfants et notre mission de protection de ces dernier.e.s sont alors mis à mal.

Mobilisons-nous pour les droits des enfants et pour nos conditions de travail face aux politiques austéritaires et répressives !

Dans l'Éducation nationale

- Les choix budgétaires et idéologiques du gouvernement bafouent le droit à une éducation de qualité pour tou.te.s, reproduisent et creusent les inégalités sociales, et laissent de plus en plus d'élèves s'enfoncer dans la grande précarité.
- La santé mentale des enfants et des jeunes se dégrade tandis que la pénurie de personnels médico-sociaux permet à peine de traiter les urgences les plus critiques.
- L' école inclusive ne tient pas ses promesses du fait d'investissements insuffisants : pour exemple, en 2025, ce sont 50 000 élèves en situation de handicap qui se sont retrouvé.es sans AESH, qui quant à elles sont maintenues dans la précarité et sans formation digne de ce nom.
- Les dispositifs d'inclusion des élèves allophones ne sont ni budgétisés ni déployés à la hauteur des besoins des élèves concerné.e.s, alors qu'une majorité ont des vécus traumatiques et vivent dans des conditions très précaires.
- Aucun moyen n'est donné à l'école pour lutter véritablement contre les violences homophobes, sexistes et sexuelles : mise en place de l'EVAR.S sans formation, interventions empêchées d'associations de professionnel.les reconnu.es, pénurie de personnels médico-sociaux pour accompagner les élèves.

Dans le travail médico - social :

- Des enfants attendent des mois voire des années pour bénéficier des mesures de soins, de prévention, de protection dont elles et ils ont besoin, conséquence notamment du manque de moyens dans les services de l'Aide Sociale à l'Enfance et associatifs.
- Les équipes sont composées de professionnel.les de plus en plus précaires, du fait de la marchandisation du secteur et de la destruction de nos conditions de travail. Résultats : turnover, arrêts maladie, postes vacants... et pour les jeunes : insécurité, accompagnements découpés, perte de repères.
- Les politiques d'austérité amènent les pouvoirs publics et nos directions à nous imposer des choix toujours plus absurdes et violents pour les familles et les jeunes. Par exemple le refus d'héberger des familles en fonction de leur situation administrative, en piétinant le principe d'accueil inconditionnel.

Sud Collectivités Territoriales 38 — CNT SSCT 38 — AG Travail social En lutte — la cgt 38 Éduc' Action

CNT éducation 38 — FSU Isère — éducation Sud 38 Solidaires

Les enfants ne sont pas dangereux.ses mais plutôt en danger !

Les droits des enfants sont directement attaqués par les idées de droite et d'extrême-droite qui se répandent dans la société à travers des politiques racistes de préférence nationale, suspicieuses, répressives et sécuritaires, de destruction des services publics et des droits des plus précaires. Défendre les droits des enfants est incompatible avec la violence inhérente aux projets de société basés sur les hiérarchies, les inégalités et l'exclusion.

Certain.e.s enfants sont dépossédé.es des droits associés à l'enfance : enfants des groupes minoritaires, racisé.e.s, de quartiers populaires, mineur.e.s isolé.e.s, victimes de viols, etc. Iels sont d'abord perçu.e.s comme délinquant.e.s, étranger.e.s, aguicheuses, chair à patron, etc avant d'être vu.e.s comme des enfants. La violence qu'iels subissent est minimisée, iels sont accusé.e.s d'en être responsables. Leur statut d'enfant, les droits associés et la protection dont iels devraient bénéficier leur sont retirés sur la base de considérations racistes, sexistes, classistes. Leurs morts sont invisibilisées ou salies dans des déferlements médiatiques haineux. Des affaires qui illustrent toute la brutalité du sort qui est fait aux enfants comme les affaires Lyhana ou Nahel Merzouk sont l'occasion d'un déchaînement médiatique et de propositions de mesures toutes plus répressives les unes que les autres pour "restaurer l'autorité" et éviter de s'attaquer aux causes réelles et aux véritables responsables. La mobilisation des lycéens et lycéennes actuelle en est un autre exemple : luttant entre autres pour de meilleures conditions d'études, un accès égalitaire, sans sélection à l'enseignement supérieur, ils et elles se retrouvent mutilé.es, humilié.es en garde à vue du fait d'une répression sans précédent !

Ne laissons pas les mouvances réactionnaires utiliser la protection de l'enfance pour diffuser leurs idées nauséabondes.

Nos conditions de travail et les droits des enfants se dégradent EN MÊME TEMPS !

Pour les enfants, comme pour toute la population, les conditions matérielles d'existence impactent l'accès à l'école, à la santé, au droit, au travail. C'est pour cela que, depuis nos différents secteurs, nous nous battons pour les défendre !

Dans l'agglomération grenobloise, des collectifs luttent pour leurs droits fondamentaux : se loger, avoir accès aux soins, à l'éducation. L'**Intercollectif des écoles occupées** se bat pour obtenir des hébergements pour les élèves à la rue et leurs familles. L'**Oasis des jeunes**, collectif de mineur.es non reconnu.es mineur.es lutte pour avoir accès à leurs droits face au Département de l'Isère. **150 familles**, expulsées de logements sociaux et sans abris, **ont occupé le siège de la Métropole** Grenoble Alpes pour obtenir leur relogement. A l'échelle nationale, **les lycéen.ne.s continuent à lutter** pour gagner sur leurs revendications.

Soutenons ces mobilisations, amplifions-les et construisons les nôtres dans les écoles, les collèges, les lycées, à l'université, dans les services d'accompagnement, dans les hébergements, à l'ASE, en foyers, dans le handicap !

Nous, professionnel.les de l'Éducation Nationale et du Travail Social, appelons à se mettre en grève le vendredi 20 novembre, journée internationale des droits de l'enfant, pour défendre la protection de l'enfance sous tous ses aspects et pour obtenir des moyens à la hauteur des besoins de la population !

LUNDI 16 NOVEMBRE :
AG intersectorielle travail social / éducation nationale
18h30 au 102 Rue d'Alembert

JEUDI 19 NOVEMBRE :
Soirée débat sur la protection de l'enfance,
18h30 - 21h au 102 Rue d'Alembert

VENDREDI 20 NOVEMBRE :
Tous.tes en grève ! Conférence de presse et rassemblement à 12h30 au Conseil Départemental (7 Rue Fantin Latour), suivi d'une AG à 14h à la salle le Ciel (2, Rue du Général Marchand)